



BILLET D'HUMEUR

Notre protection sociale est en danger !

Il y a un an, Emmanuel Macron taxait les carburants sous de faux prétextes.

On assistait là à une véritable frénésie fiscale d'un Gouvernement aux abois, qui utilisait tous les faux prétextes pour tenter d'abuser ceux à qui le candidat Macron avait promis beaucoup en sachant pertinemment qu'il n'en aurait pas les moyens, et qui reprenait aux Français, d'une main, ce qu'il avait donné de l'autre.

Et la ficelle était grosse ! Dire que les taxes supplémentaires visaient uniquement à faciliter la transition vers des véhicules moins polluants n'étaient qu'un argument fallacieux, puisque seuls 20 % de ces nouvelles taxes étaient fléchées vers les quelques dispositifs d'accompagnement prévus par le Gouvernement ... et 80 % devaient tomber directement dans le budget global de l'Etat ... qui accusait un déficit record l'an dernier ... déficit que, déjà à l'époque, le Gouvernement prévoyait encore en augmentation pour 2019 ...

Un très gros mensonge ! Un trop gros mensonge !

On connaît la suite ... et la **très mauvaise gestion du vent de colère des Français.**

Pourtant, et malgré les alertes de toutes parts qui lui ont été faites, le Président de la République s'obstinait à penser qu'il s'agissait d'un manque de compréhension de tous face aux enjeux de réduction de l'empreinte carbone, et qu'une séquence de pédagogie permettrait d'y remédier.

S'en est suivi des annonces à plusieurs milliards pour tenter de calmer la fronde qui secouait tout le pays, et on savait que ces mesures impacteraient le budget de la Sécurité Sociale, un « grand débat » dont on a pu constater qu'il était un grand blabla, ... et **toujours l'absence de réformes de l'Etat** qui permettraient de réduire le déficit de son budget ...

Un an plus tard, l'amplitude du déficit du budget de la Sécurité Sociale est plus forte, comme prévu, ... et **le Gouvernement propose** discrètement, dans un article du projet de Loi de Finances pour la Sécurité Sociale en 2020, **de ne pas assumer ses décisions de l'an passé en supprimant la compensation par l'Etat des mesures qu'il a prises !**

C'est incroyable !

Depuis 1994, et le vote de la loi Veil, toutes mesures décidées par l'Etat visant à l'exonération totale ou partielle de cotisations ayant un impact sur les recettes de la sécurité sociale donne lieu à compensation intégrale aux régimes concernés par le budget de l'Etat. Eh bien qu'importe !

Malgré l'opposition d'un grand nombre de députés, y compris quelques-uns dans les rangs de la majorité présidentielle, le Gouvernement persiste à jouer un jeu très dangereux qui risque d'aboutir à la casse de la Sécurité Sociale.

Emmanuel Macron n'hésite pas à remettre en cause l'autonomie de notre Sécurité Sociale !

Le Président de la République reprend au mouvement des « gilets jaunes » ce qu'il leur avait donné. C'est cynique !

L'an dernier, déjà, je rappelais au Président de la République les enseignements de Confucius et Saint-Augustin. Le premier disait que « La vraie faute est celle qu'on ne corrige pas » et, plusieurs siècles après, le second disait que « Se tromper est humain, persister dans son erreur est diabolique ».

Malheureusement, Emmanuel Macron n'apprend pas de ses erreurs !

Et il les finance avec le budget de la Sécu ! C'est irresponsable et dangereux

pour notre cohésion sociale !

Michel VIALAY,
Député des Yvelines

ME CONTACTER

Assemblée Nationale
126 rue de l'université 75355 PARIS CEDEX 7 SP
Mail : michel.vialay@assemblee-nationale.fr
Téléphone : [01.40.63.67.89](tel:01.40.63.67.89)

© 2017 CMC All rights reserved.